

Bulletin provincial



Annexe 1

2007

01 MARS

SERVICES DU RECEVEUR PROVINCIAL

COMPTABILITE provinciale

Objet : Budget 2007

PROJET DE BUDGET 2007

Le budget provincial peut être consulté en intégralité au sein des services du receveur Provincial.
Soit la résolution qui précède, insérée au Bulletin provincial en vertu du décret du 12/02/2004 organisant les provinces wallonnes codifié dans le code de la Démocratie Locale et de la décentralisation (CDLD).

<p><i>LE GREFFIER PROVINCIAL, (s) Patrick MELIS</i></p>	<p><i>LE PRESIDENT DU CONSEIL PROVINCIAL, (s) Albert DEPRET</i></p>
---	---

Mons, le 1^{er} mars 2007



Province de Hainaut



Projet de Budget 2007

Dr P. DUPONT

Député provincial en charge des finances

Décembre 2006



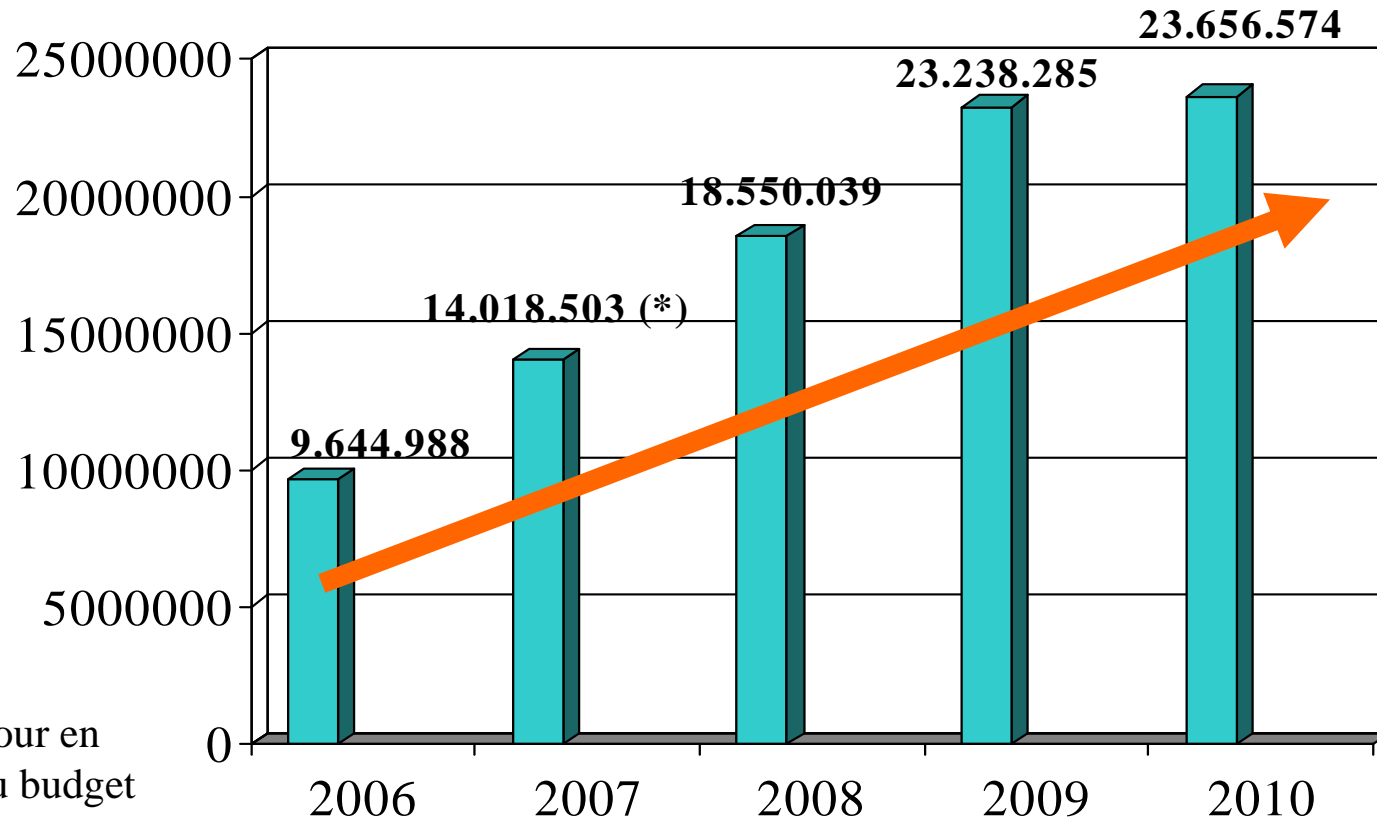
Rappel de l'impact des décisions de
la Région wallonne en matière
d'actions prioritaires pour la
Wallonie (Plan Marshall)



Impact des mesures de la Région wallonne



Progressivité des mesures pour le Hainaut (index théorique de 1,8 % appliqué par la Région):



(*) Mis à jour en fonction du budget 2007



Mesures de compensation



Ces pertes sont compensées partiellement par les décisions suivantes:

1) Taxe sur les superficies des entreprises (uniquement appliquée en Hainaut):

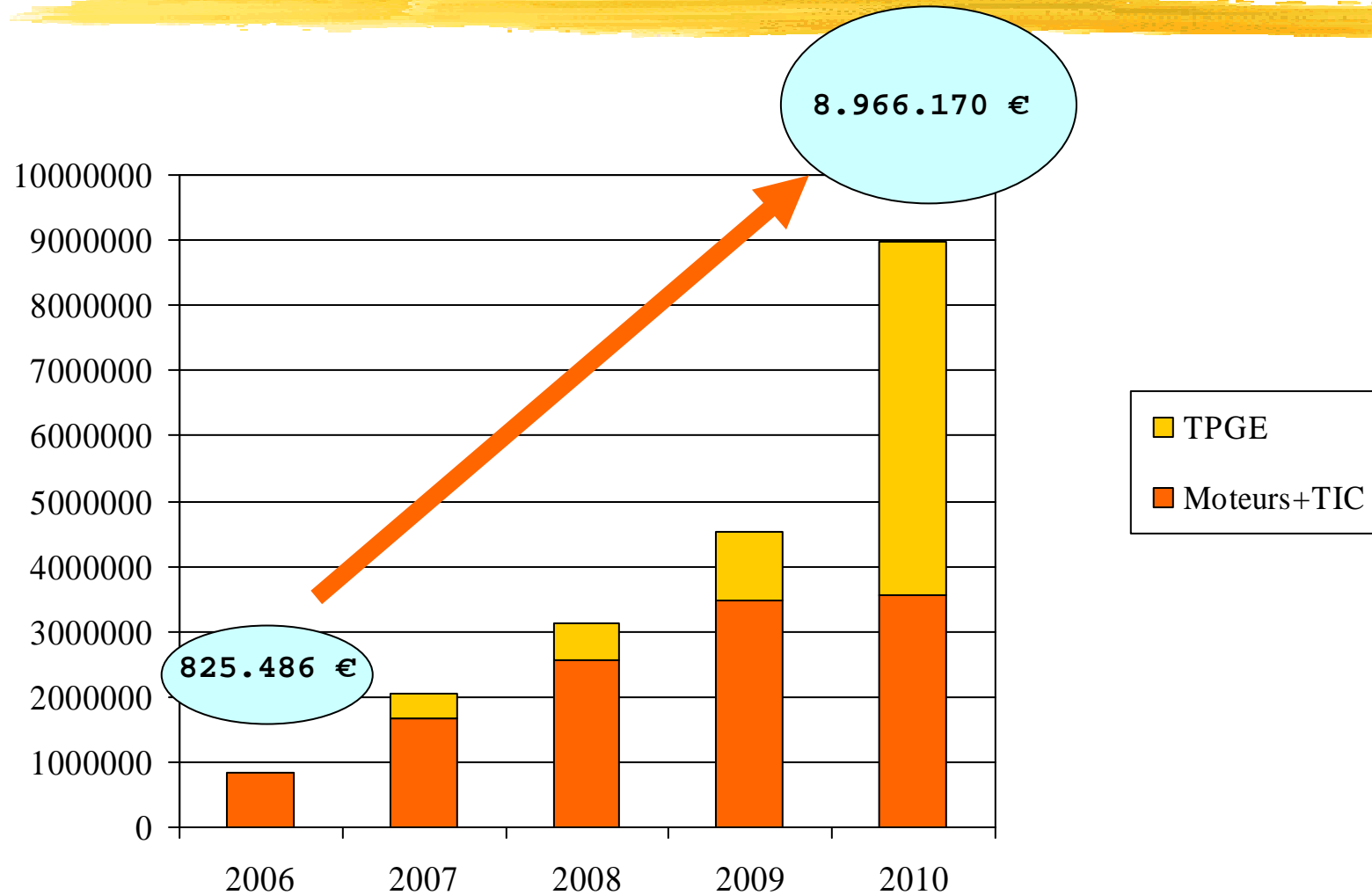
Intervention du fonds d'impulsion urbain de la Région wallonne jusque 2009, à raison de 100% en 2006, 90% en 2007, 85% en 2008 et 75% en 2009 (plus d'intervention à partir de 2010).

2) Taxes industrielle compensatoire et moteurs:

Compensation à raison de 80% en fonction de la progressivité de leur réduction.



Evolution de la perte fiscale





Problématique pour le Hainaut

En matière de compensation par diminution de l'intervention dans le coût des services incendie:

Depuis 3 ans, nous avons limité l'intervention « budgétaire » à 6% du Fonds des Provinces. Le solde est financé par emprunt contracté par la régie autonome créée à cet effet.

⇒ La compensation opérée par diminution de l'intervention ne peut être considérée, dans son intégralité, comme un gain budgétaire:

Exemple mis à jour pour 2007:

- Intervention théorique: 15%
- Intervention ajustée par la Région: 7,8254%
- Intervention budgétaire programmée: 6%

Différence = perte budgétaire

1.011.325 €



Problématique pour le Hainaut

Cette situation a des répercussions sur le budget jusqu 'en 2010.

Les pertes budgétaires totales s 'établissent ainsi:

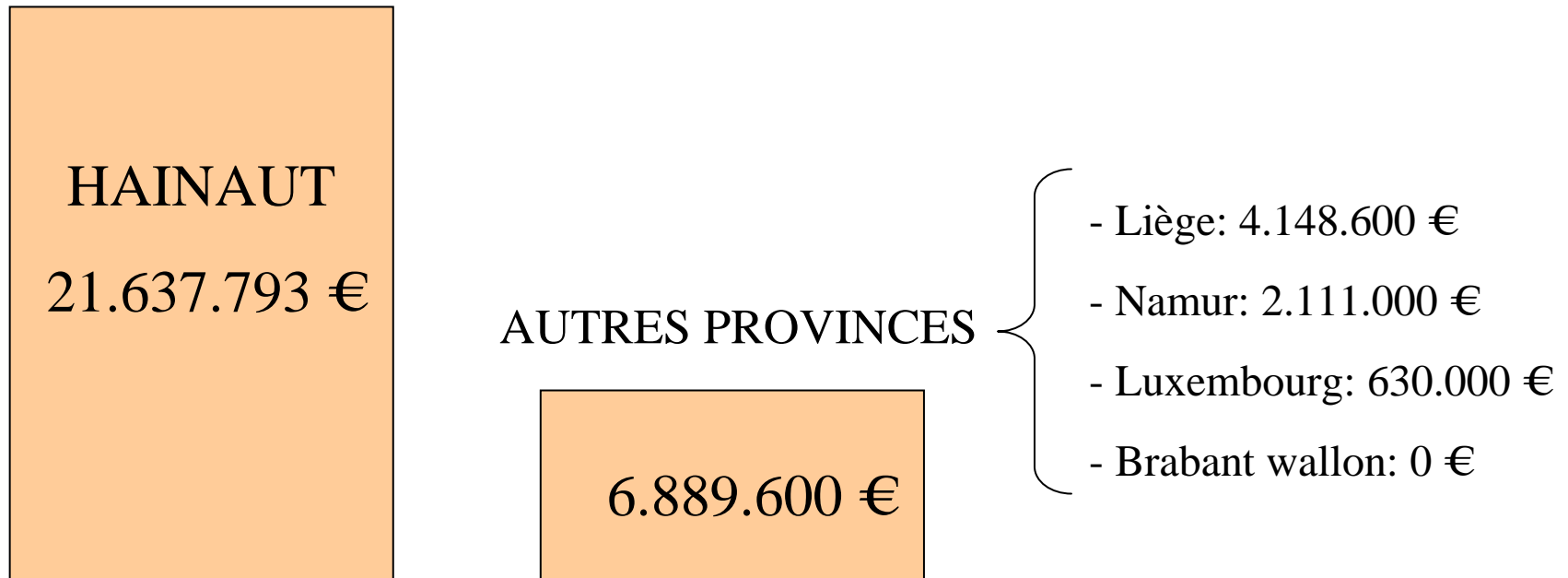
- l 'an dernier: 2.639.906 €
- 2007: 5.554.351 € (mis à jour en fonction des chiffres réels 2007)
- 2008: 7.831.565 €
- 2009: 9.173.111 €
- 2010: 13.543.102 € ...



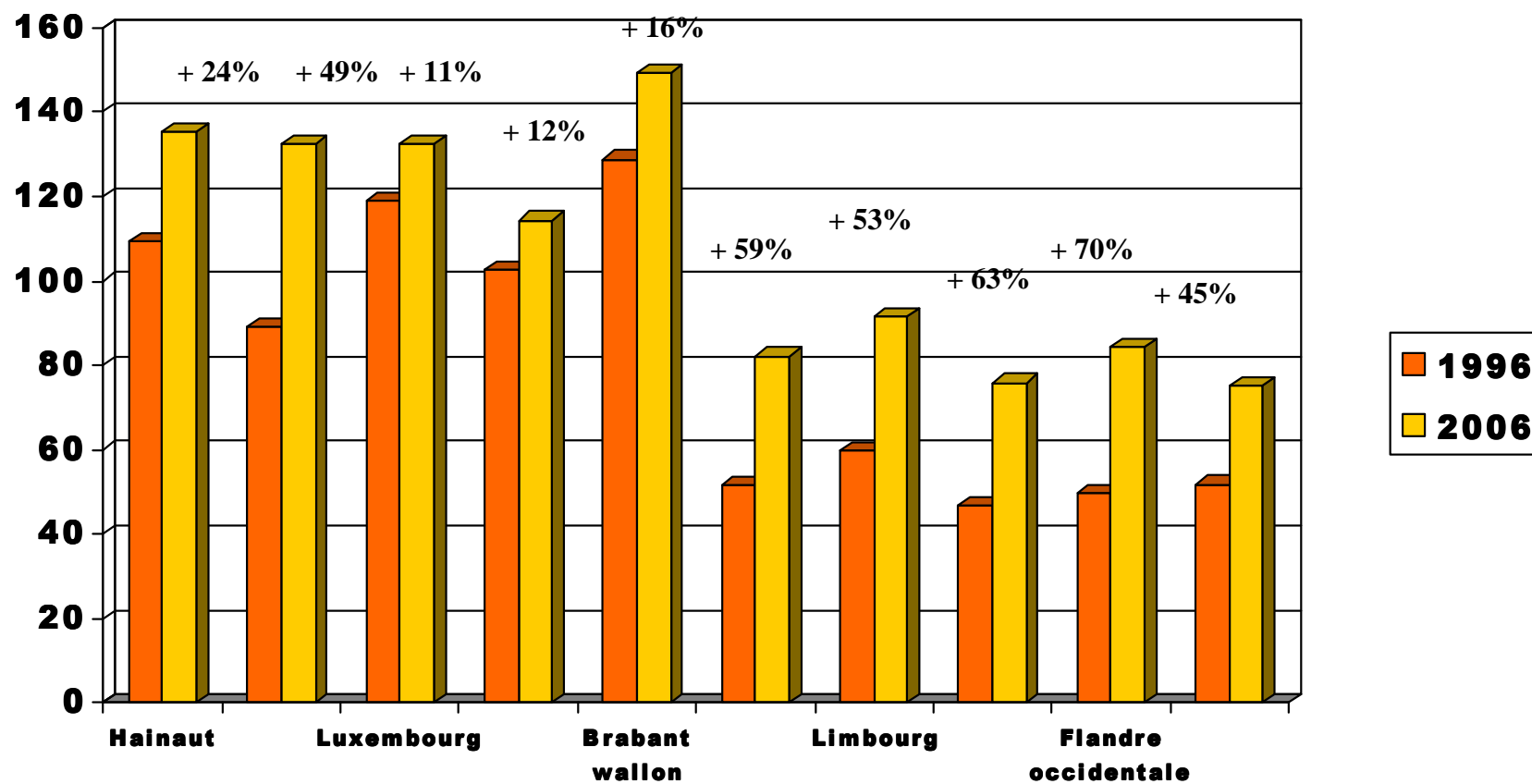
Impact des mesures de la Région wallonne



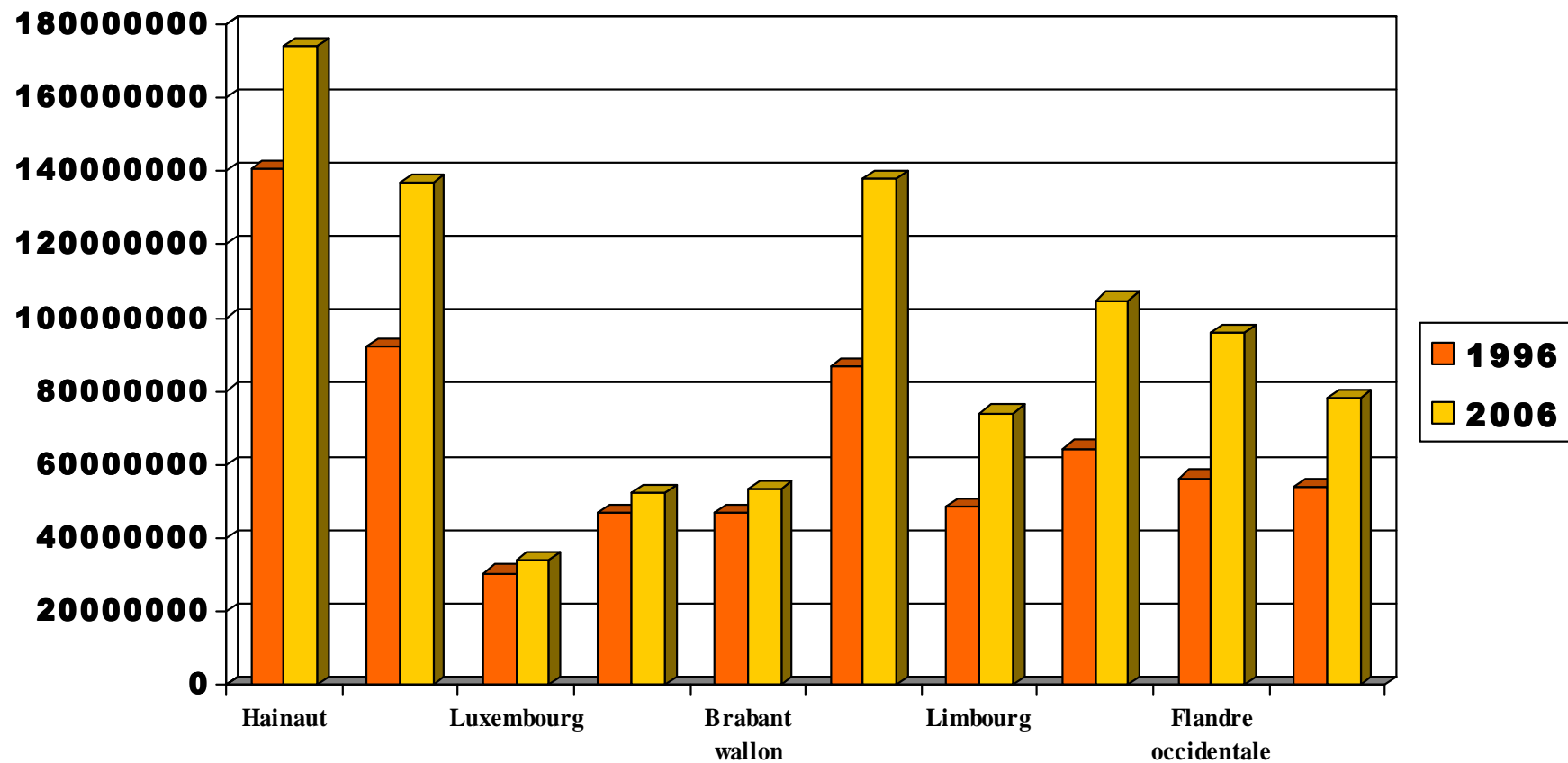
Comparaison des pertes de recettes fiscales des provinces wallonnes:



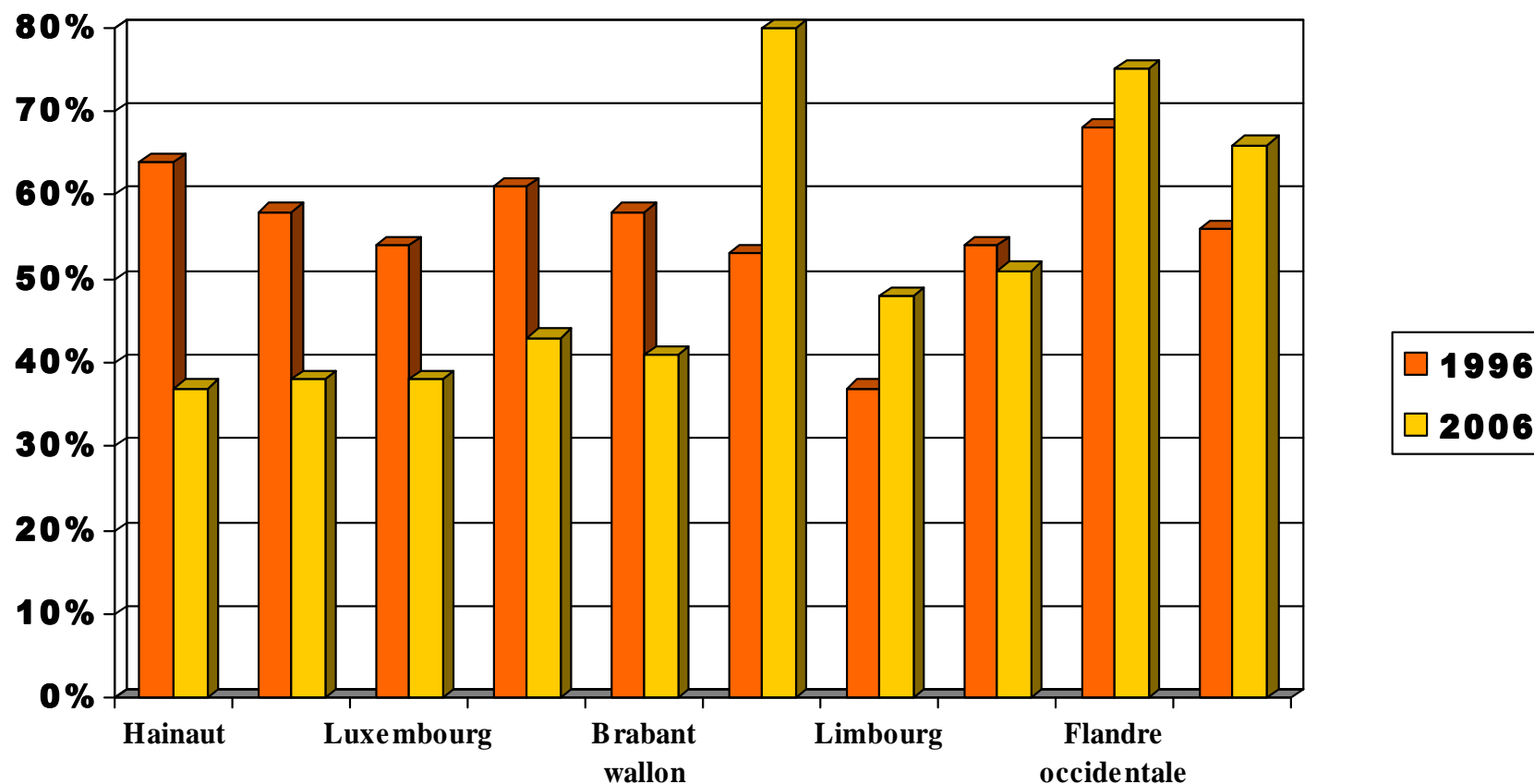
Evolution de la charge fiscale provinciale par habitant entre 1996 et 2006 (en €)



Fiscalité des provinces belges - Comparaison 1996-2006.

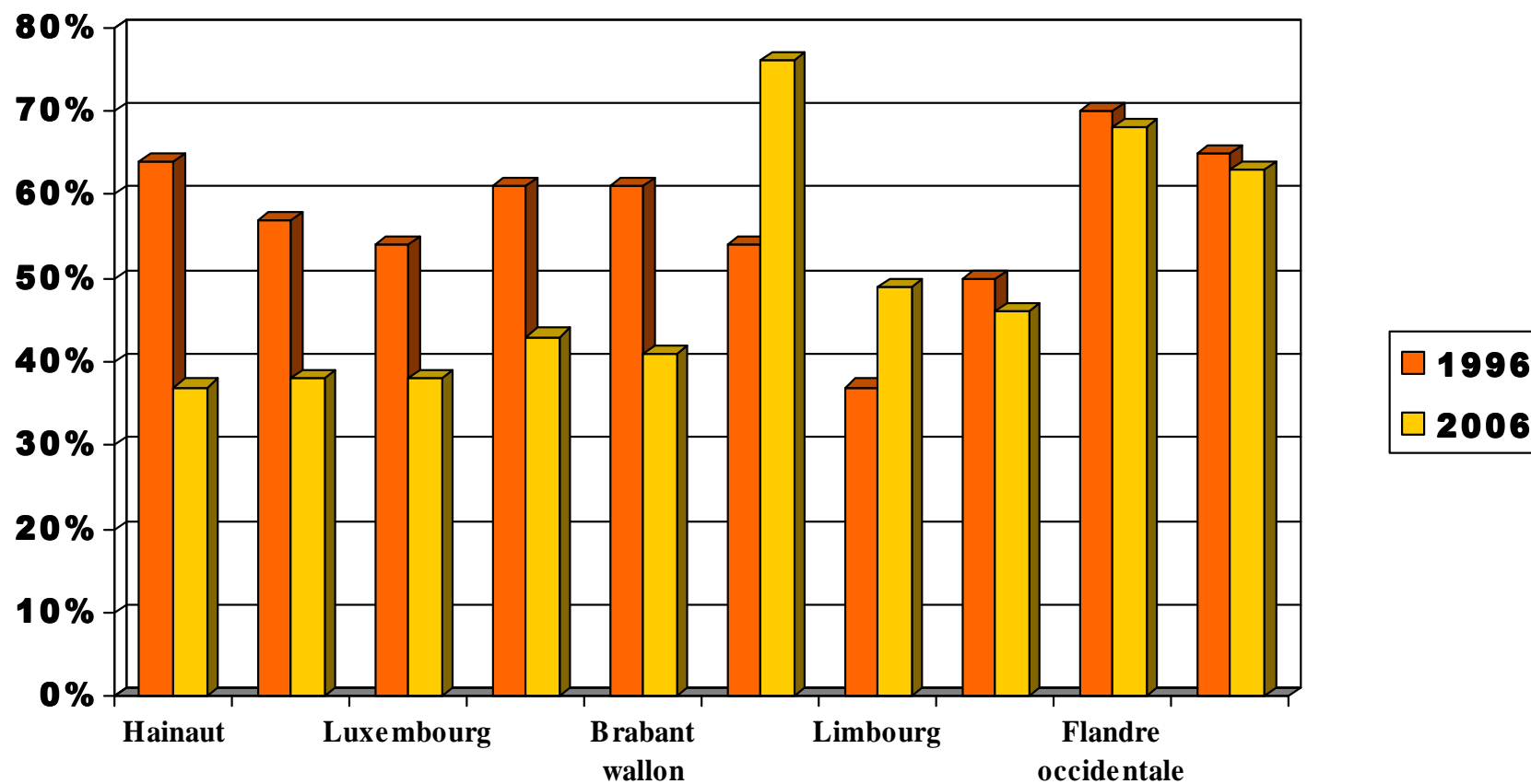


Part de la fiscalité dans les recettes ordinaires des provinces belges - comparaison 1996-2006.



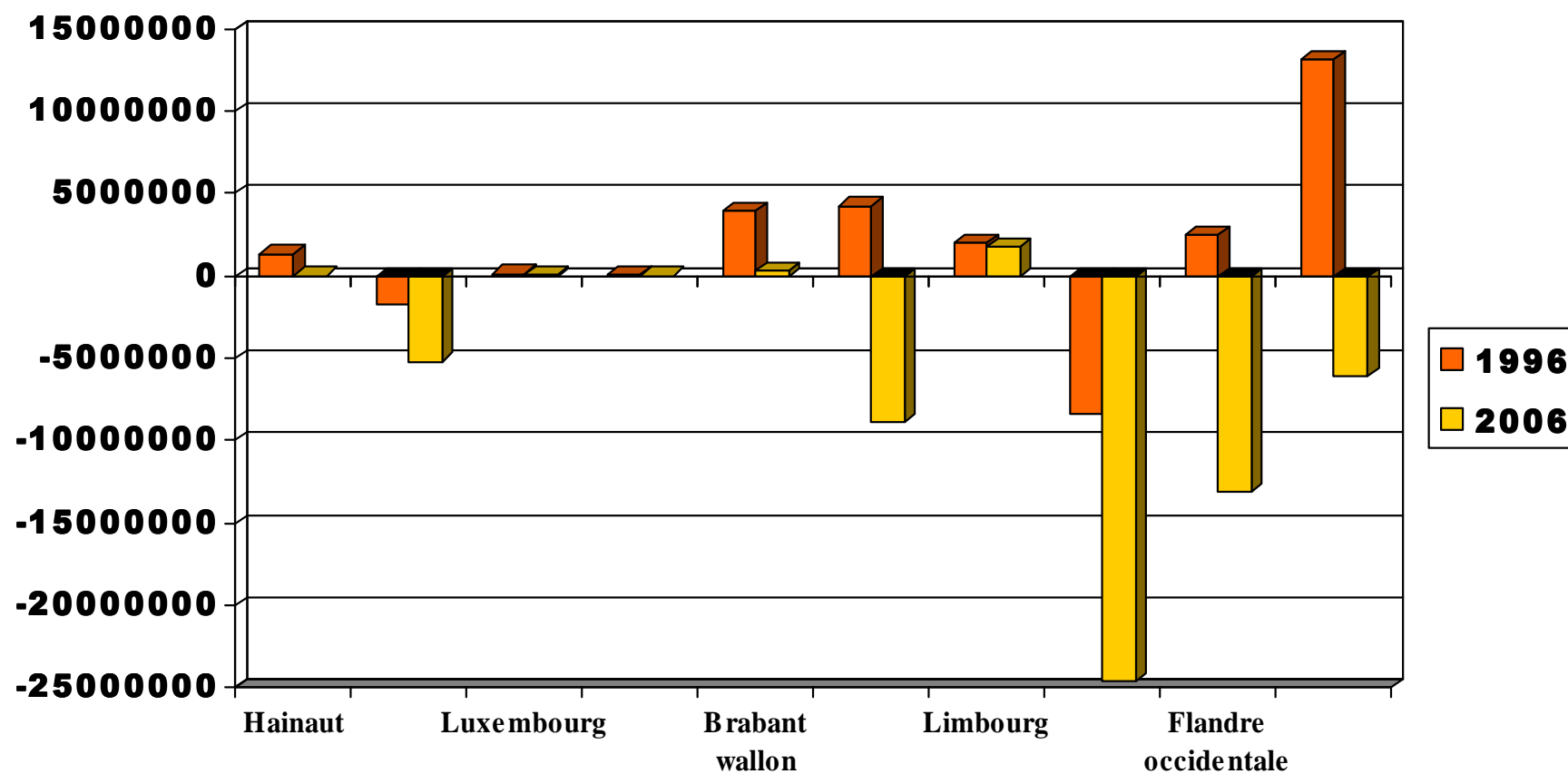
Remarque: statistiques basées sur l'ensemble des recettes (payement direct des enseignants compris) pour toutes les provinces.

Part de la fiscalité dans les dépenses ordinaires des provinces belges - comparaison 1996-2006.



Remarque: statistiques basées sur l'ensemble des dépenses (payement direct des enseignants compris) pour toutes les provinces.

Evolution du solde ordinaire des provinces belges - comparaison 1996-2006.





Modification budgétaire n°3 de 2006

Après MB n° 2, un prélèvement de 1.930.000 € était prévu mais 3 éléments provoquent des recettes supplémentaires et sont portés en MB n°3 :

- Enrôlements supplémentaires au précompte immobilier: + 2.627.104 €
- Dividende Holding Communal / Dexia: +700.204 €
- Subventions de fonctionnement de l'enseignement spécialisé: + 254.793 €

Soit au total: + 3.582.101 €



Examen du projet de budget 2007



Situation globale du projet de budget 2007



		Recettes	Dépenses	
Ordinaires				
Exercice propre	Prestations	14.051.062	Personnel	223.134.612
	Transferts	311.517.696	Fonctionnement	57.605.933
	Dette	2.952.128	Transferts	18.200.998
	Prélèvement	3.275.863	Dette	29.733.695
	Total :	331.796.749	Prélèvement	2.781.137
		331.796.749	Total :	331.456.375
		Excédent :	340.374	
Exercices antérieurs		Excédent :		47.956.484
Résultat général :		48.296.858		



Situation globale du projet de budget 2007



		Recettes	Dépenses	
Extraordinaires				
Exercice propre	Transferts		Transferts	
	Dette		Investissements	
	Prélèvement		Dette	
	Total :	41.550.741	Total :	40.953.224
		Excédent :	597.517	
Exercices antérieurs		Excédent :		18.389.295
Résultat général :		18.986.812		



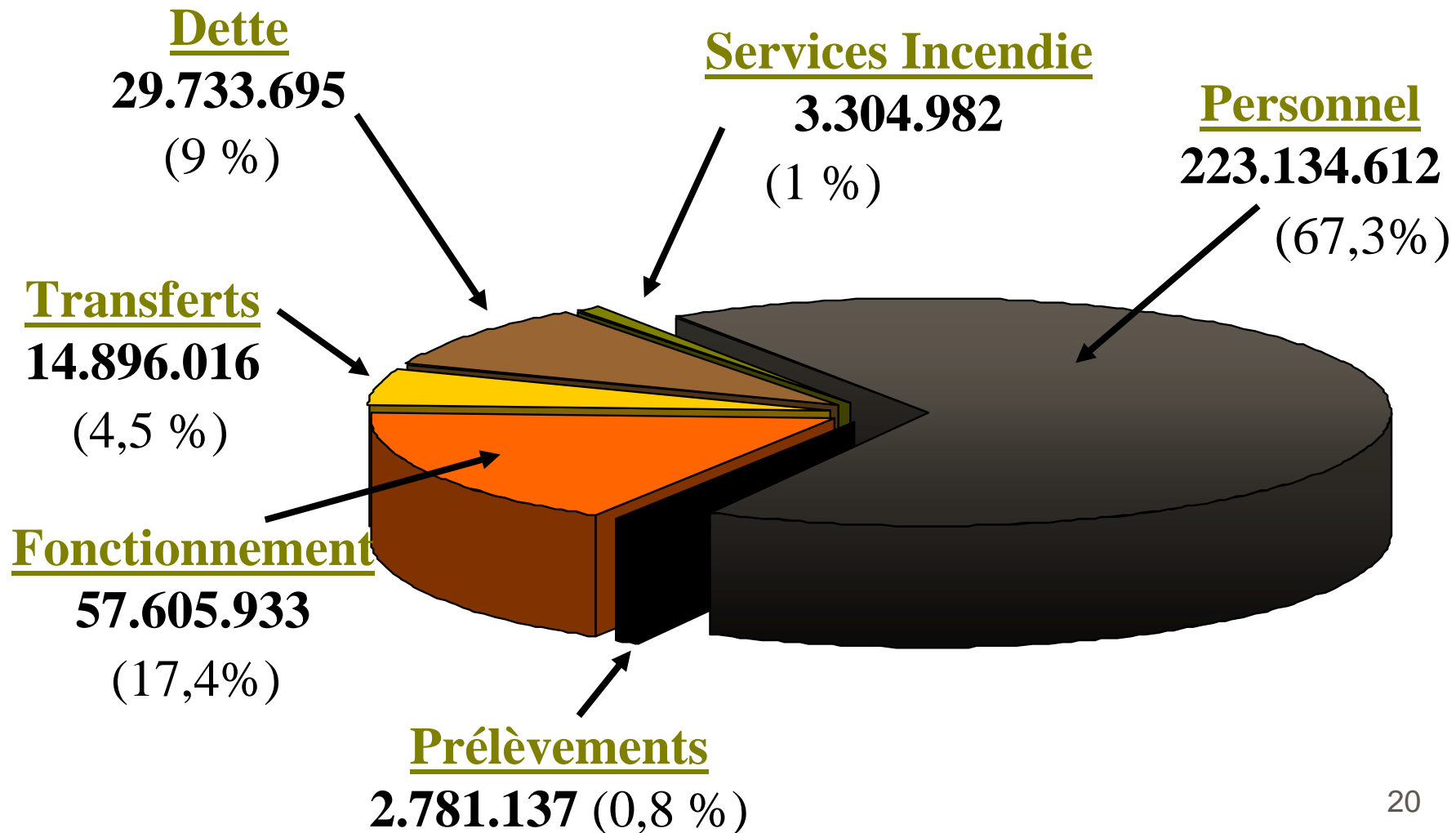
BUDGET ORDINAIRE



EXAMEN DETAILLE DES DEPENSES ORDINAIRES



Répartition des dépenses ordinaires par type





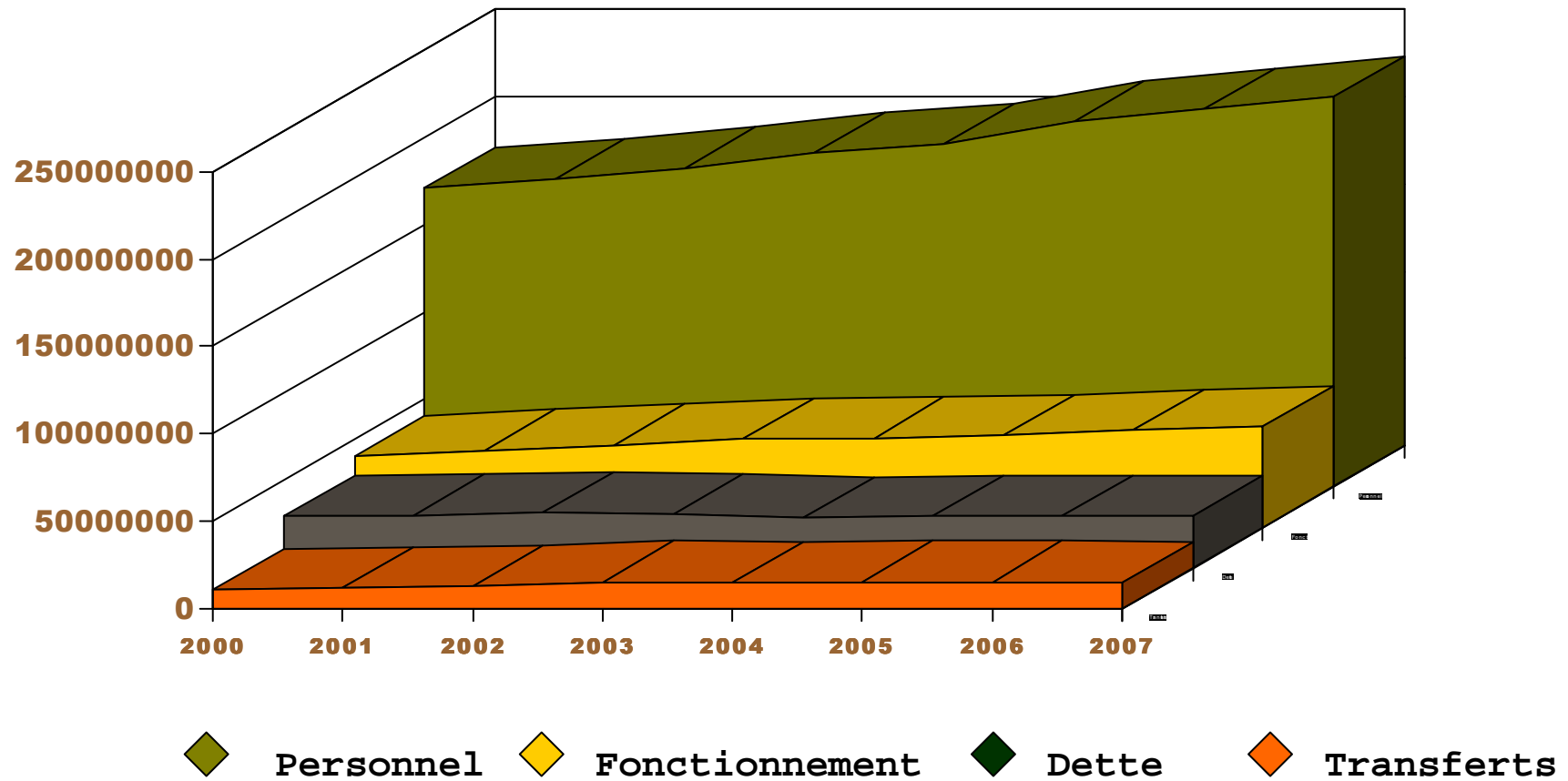
Evolution des dépenses de 2000 à 2007



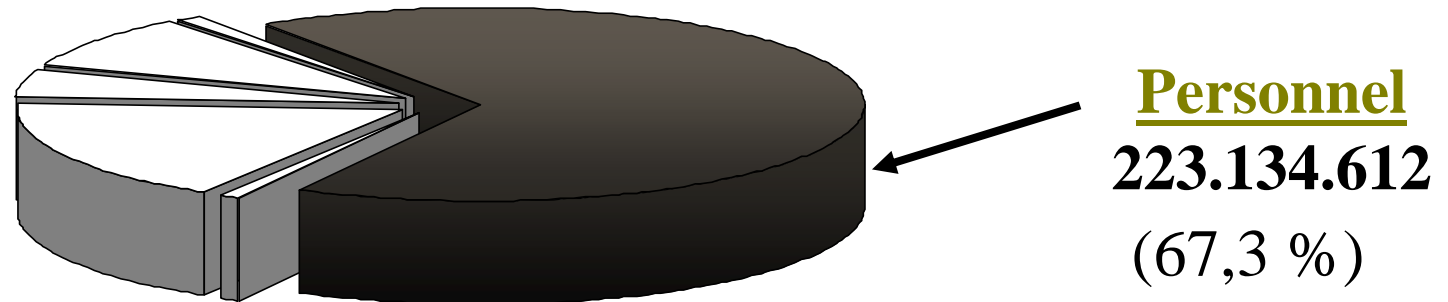
	Transferts	Fonct.	Dette	Personnel
2000	10 802 704	40 906 695	30 147 794	170 800 324
2001	12 047 650	44 234 319	30 318 072	176 055 840
2002	12 745 813	47 302 867	31 507 110	182 264 818
2003	15 578 432	50 428 820	30 828 758	191 039 107
2004	15 223 000	51 254 132	29 137 102	196 243 407
2005	15 559 184	52 435 284	29 918 028	208 661 237
2006	15.589.278	55.943.181	29.525.178	215.678.983
2007	14.896.016	57.605.933	29.733.695	223.134.612



Evolution des dépenses ordinaires de 2000 à 2007



Dépenses de personnel



- Index au 1er novembre 2006 et un autre au 1er septembre 2007;
- Évolutions de carrière et annales automatiques: 1,3%;
- Octroi, comme prévu, d'un troisième cinquième complémentaire du pécule de vacances dont le surcoût s'élève à 600.000 €;

→ Simulation à personnel constant (base: 1er trimestre 2006)

Dépenses de personnel

Objectifs du Collège provincial:

- en cas de départ naturel, remplacement d'un agent sur deux. Avec une moyenne annuelle de départs naturels de 75 unités, il faudra appliquer cette mesure en fonction du recentrage des missions provinciales et des besoins réels des services et institutions;
- Stabilisation de personnel employé dans des ASBL para-provinciales et réduction des subsides de fonctionnement à due concurrence mais surcoût pour la Province car personnel subventionné (APE).

Dépenses de personnel



CAISSE PROVINCIALE DES PENSIONS: détails de l'intervention (21.792.015 €):

- 20.735.000 € sollicités par la dernière étude du CGO pour 2007 (contre 18.792.015 € en 2006);
- complément de 1.057.015 € en vue de l'exercice 2008

Par réaffectation de la provision constituée pour les accidents du travail (audit des assurances et appel d'offres pour les accidents) pour 3 millions d'euros.

Dépenses de personnel



CAS DES VACATAIRES ET DISCUSSIONS AVEC L'ONSS-APL:

Conflit avec l'inspection du travail au sujet de l'occupation des vacataires sans contrat d'emploi et plus de 25 journées de travail par an.

Le SPJ et la DGAC sont principalement concernés.

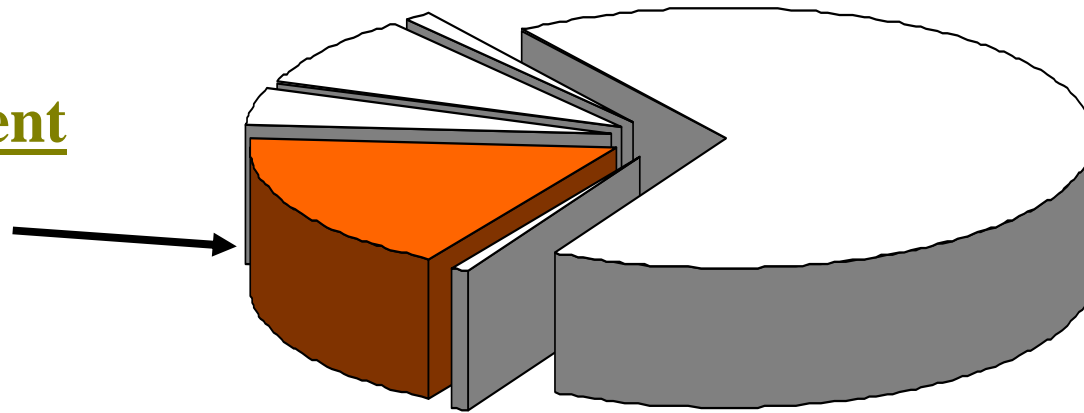
Conséquences financières potentiellement lourdes



Dépenses de fonctionnement

Fonctionnement

57.605.933
(17,4 %)



Limitation de la croissance au montant de l'inflation (2%)



Dépenses de fonctionnement

Demandes complémentaires compensées par des mesures d'économie et des renégociations en cours:

- téléphonie fixe et mobile;
- contrats photocopieurs;
- recentrage de l'utilisation de l'internet;
- audits énergétiques;
- etc.



Dépenses de fonctionnement

EXEMPLE:

Frais énergétiques: limitation des demandes d'accroissement à 80% de celles-ci.

→ Gain budgétaire de 220.000 €

Si les gains espérés ne se réalisent pas, il y aura lieu d'envisager des ajustements budgétaires courant 2007.



Dépenses de fonctionnement

Certains ajustements justifiés ont été enregistrés dans les prévisions. A titre d 'exemple:

- DGAC: + 75.000 € pour 2 projets éditoriaux importants (ouvrage sur le surréalisme de X. CANONNE et la présentation de 100 artistes du Hainaut par R. SAUBLAINS);
- Frais d 'entretien ordinaire des bâtiments présentant une progression de plus de 6%.



Dépenses de fonctionnement

Problématique des dépenses ordinaires liées à Hainaut Ingénierie Technique:

négociation quasi-certaine avec la Région wallonne pour la reprise des routes au 1/1/2007

d'où

- maintien des crédits initiaux du budget 2006 en matière d'entretien des routes et cours d'eau;
- maintien des adjudications du service hivernal 2006-2007 pour assurer la sécurité des utilisateurs (remboursement éventuel en cas de reprise).

Dépenses de transferts et services incendie

Services Incendie

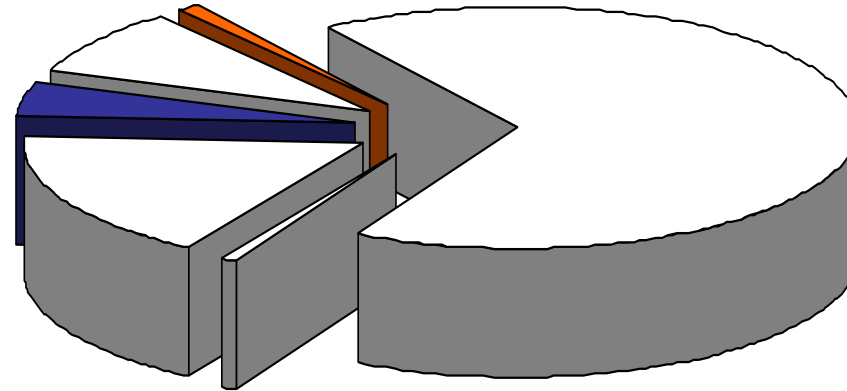
3.304.982

(1%)

Transferts

14.896.016

(4,5%)



- Services incendie: limitation de l'inscription à 6% (différence par rapport à l'intervention de 7,82%, soit +/- 1 million € empruntée par la régie provinciale autonome);

Remarque: Emprunts garantis par la Province.

- Depuis 2006, suite à l'application du Plan Marshall: limitation des aides aux entreprises (- 550.000 € entre 2006 et 2007).



Dépenses de transferts et services incendie



Autres dépenses de transfert:

- Aides humanitaires et sociales: réduction à 30.000 € par an et règlement d'octroi;
- Aides familiales: 360.000 € à partager entre services publics et privés;
- Coût de la laïcité: intervention de 685.602 € (impact limité à 500.000 € par prélèvement sur la réserve);
- Réduction de subsides aux ASBL pour 100.000 € suite à l'intégration de personnel au cadre provincial (voir dépenses de personnel);
- Cautionnement mutuel: maintenu à 30.000 €;
- Maintien du subside aux groupes politiques démocratiques pour frais de personnel (301.191 €);



Dépenses de transferts et services incendie



Autres dépenses de transfert:

- Augmentation de 25.000 € sollicitée par la DGAC pour poursuivre le soutien à des associations et initiatives de terrain;
- Subside à l'installation de chauffe-eau solaires: passage de 118.000 € à 151.000 € suite à la majoration du nombre de dossiers à traiter;
- Regroupement de sommes largement inscrites au budget pour les manifestations sportives de niveau provincial: 100.000 €



Dépenses de transferts et services incendie



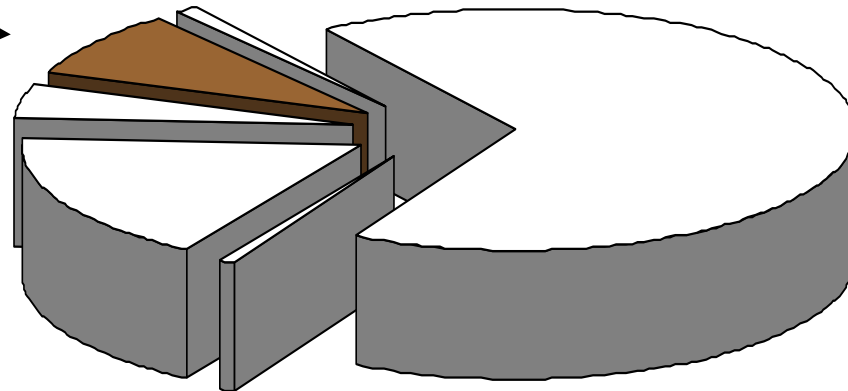
Circulaire budgétaire du 13/7/2006 du Ministre COURARD:

« Dans la situation actuelle des finances publiques, il va de soi que les institutions qui tirent leurs ressources des provinces doivent elles aussi veiller à mener une politique de stricte économie. Je vise ici les intercommunales et les ASBL »

Par ailleurs, la Cour des Comptes a pour mission de relever, cette année, l'ensemble des situations des ASBL dites paraprovinciales. Nos services étudient ces situations et ne manqueront pas d'émettre des propositions dans le cadre du plan d'avenir provincial.

Dépenses de dette

Dette
29.733.695
(9 %)



- Projections effectuées sur base d'une injection annuelle de 30 millions €;
- Comme prévu, stabilisation de la dette depuis 2006;
- Accroissement envisagé à partir de 2008.
- Diminution constante de la part relative (de 16% en 1998 à 9% en 2007).



Dépenses de dette

Justification de la maîtrise de ces dernières années:

- Emissions de billets de trésorerie;
- Remboursement anticipatif des emprunts les plus coûteux (2002);
- Gestion dynamique de la dette - recours aux structures;
- Faible coût de l'argent et baisse des taux d'intérêts;
- Rythme de perception du précompte immobilier par le Gouvernement fédéral favorable à la trésorerie.

Rappel sur les opérations DEXIA:

- 936 millions Bef: consolidation matelas financier CPP;
- 460 millions Bef: remboursement des emprunts coûteux.



Dépenses de dette

Profil de la dette (établi en juin 2006):

- dette totale de près de 229.500.000 € dont:
 - 224 millions d 'emprunts part propre;
 - 5 millions de prêts subsidiés (bâtiments scolaires);
 - emprunts part-Etat pour le solde.

- Taux moyen pondéré du portefeuille: 4,31%



Dépenses de dette

Evolution de la dette (prévue de longue date):

- Augmentation à prévoir en 2008-2009;
 - Tassement en 2010 et reprise à la hausse en 2011.
- Difficultés suite aux pertes fiscales importantes.
- Avec injection annuelle de 30 millions € de nouveaux emprunts, on observera une flambée des charges de dette



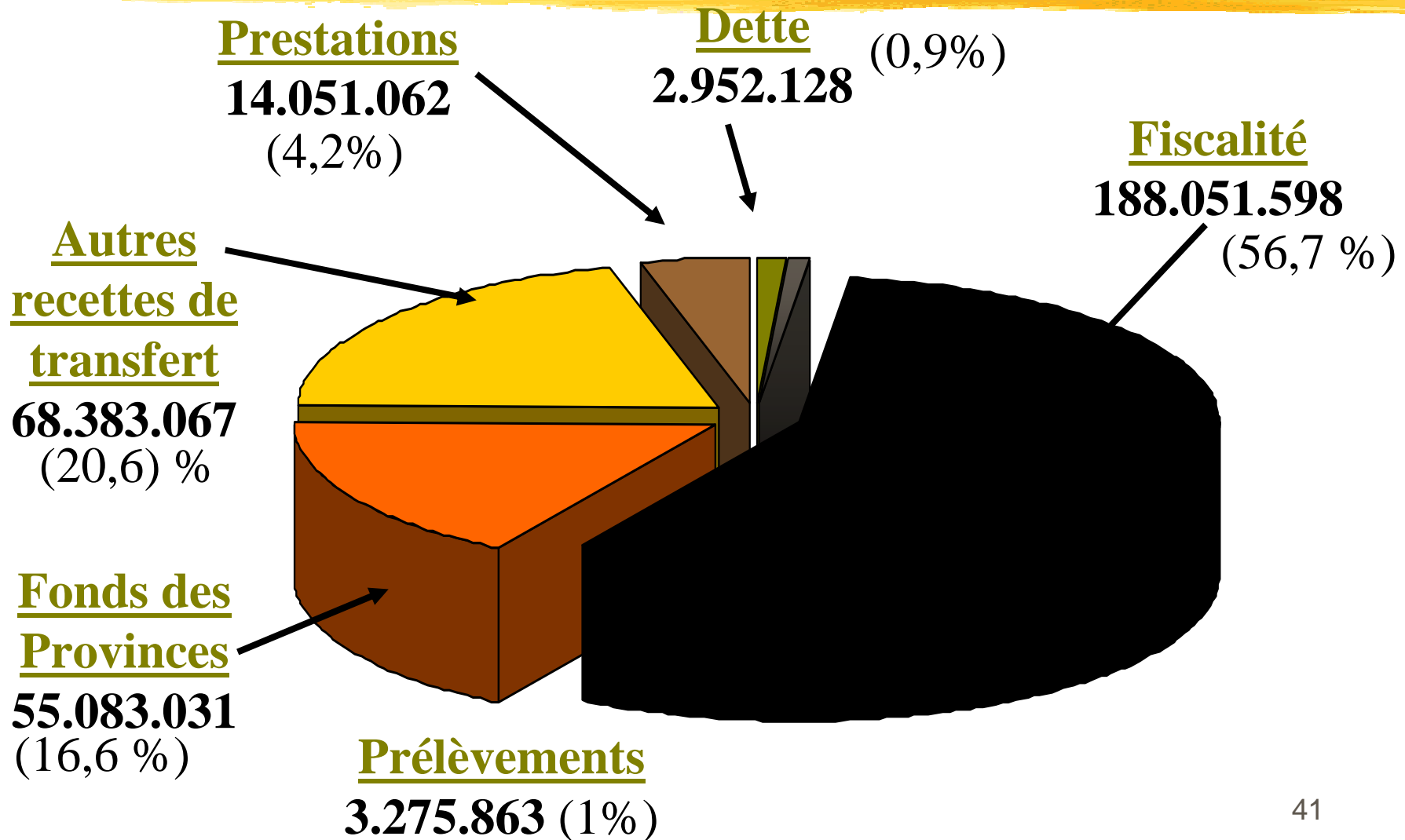
BUDGET ORDINAIRE



EXAMEN DETAILLE DES RECETTES ORDINAIRES



Répartition des recettes ordinaires par type





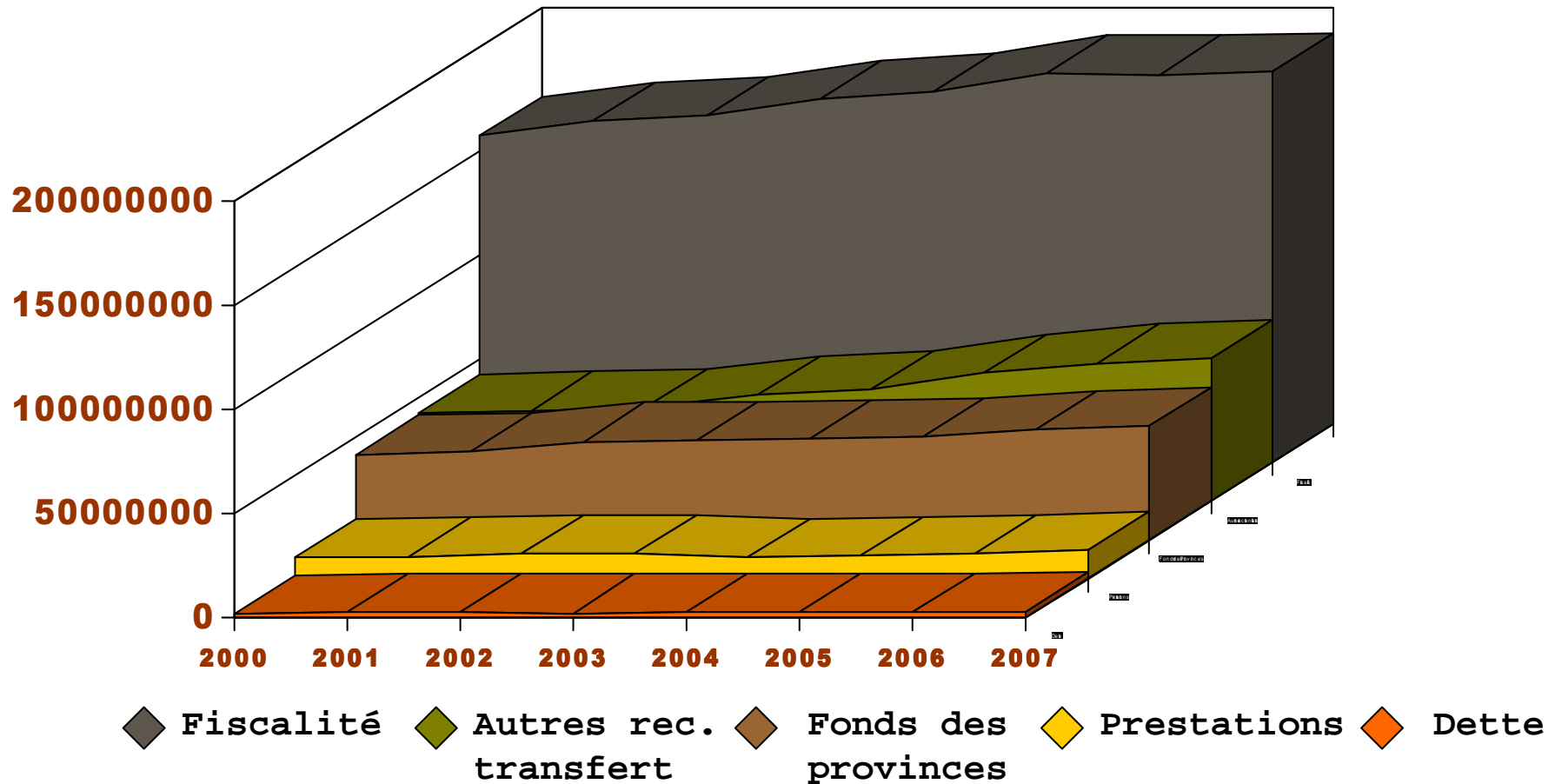
Evolution des recettes de 2000 à 2007



	Dette	Prestations	Fonds des Provinces	Autres recettes transfert	Fiscalité
2000	1.780.932	10.268.847	41.127.618	42.607.774	157.363.817
2001	2.153.276	10.639.059	42.714.990	43.623.664	164.055.505
2002	2.153.205	11.961.505	47.296.423	45.264.114	167.702.471
2003	2.017.680	12.061.485	47.808.075	51.135.641	174.928.559
2004	2.159.862	9.976.428	48.518.137	53.953.726	178.177.859
2005	2.209.083	10.820.618	49.685.988	61.483.357	187.311.304
2006	2.209.083	11.652.819	52.733.729	66.428.482	186.610.055
2007	2.952.128	14.051.062	55.083.031	68.383.067	188.051.598

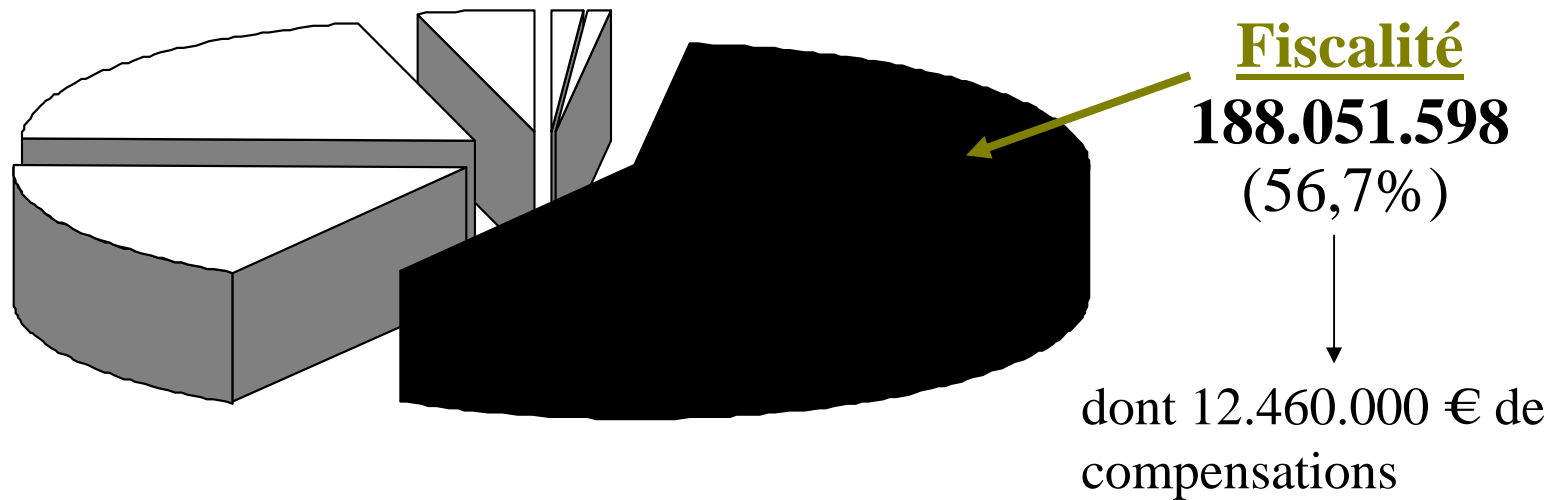


Evolution des recettes ordinaires de 2000 à 2007



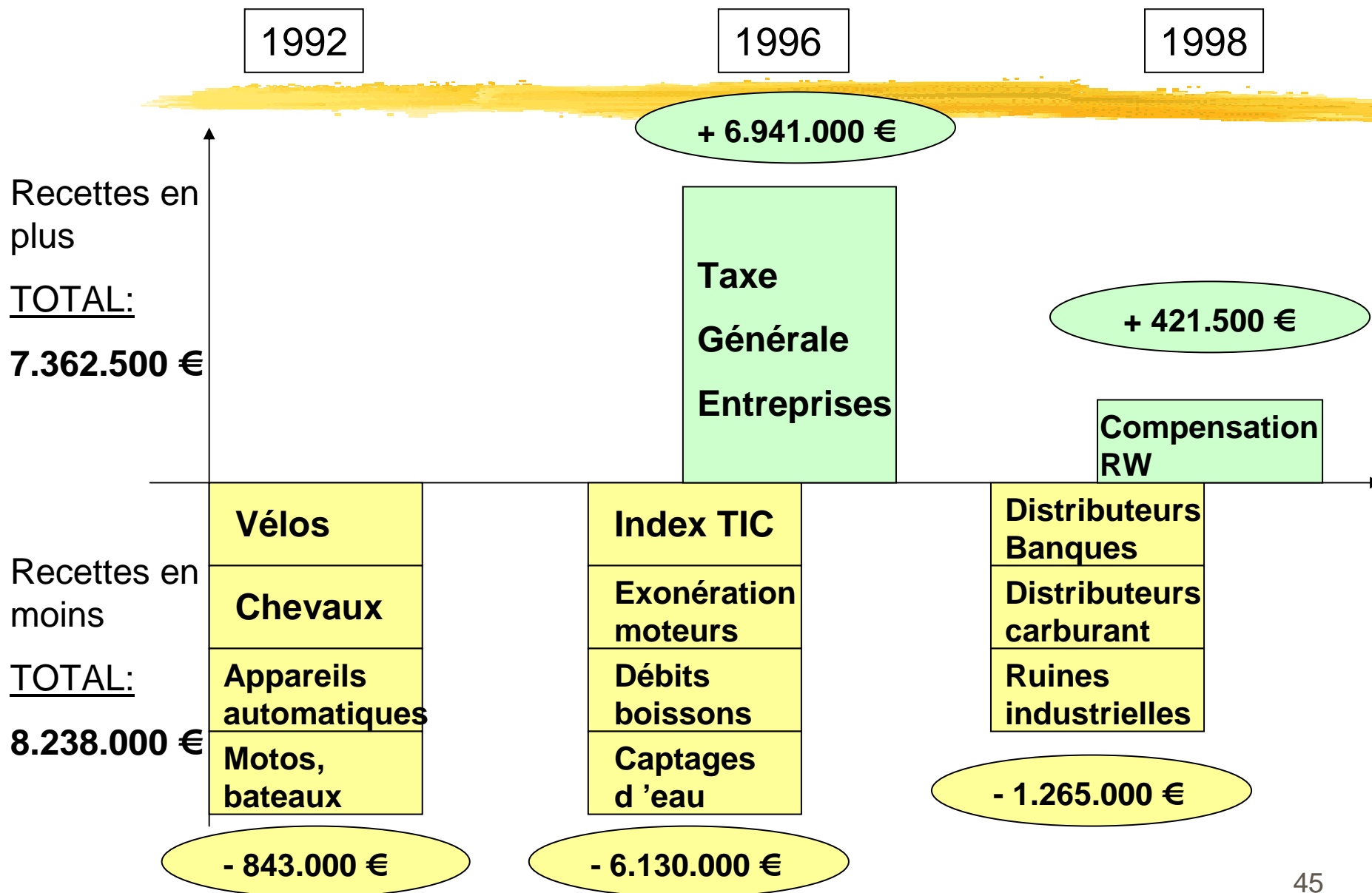


Recettes fiscales



- Respect du pacte fiscal depuis 1996;
- Diminution absolue de la fiscalité depuis 2005 suite à la suppression des taxes économiques (voir par ailleurs);
- Rappel des diverses réformes.

RAPPEL: Réformes fiscales de 1992 à 1998





Recettes fiscales

- Mesures liées au Plan Marshall explicitées par ailleurs;
- Précompte immobilier: prévision basée exceptionnellement sur les enrôlements de 2006 ;
- Compensations liées aux diverses réductions en matière de précompte (personne à charge, etc.), à la suppression de la TPGE (90%), à la diminution progressive des taxes économiques (TIC et moteurs -50%).



Recettes fiscales

NOTE SUR LA PREVISION EN MATIERE D ' ADDITIONNELS AU PRECOMPTE IMMOBILIER:

- MB 3: rectification prévision en matière de précompte par prise en compte des éléments les plus récents conformément à la circulaire régionale;
- En cette période de présentation tardive exceptionnelle du budget 2007, les mêmes éléments peuvent être actés, portant ainsi la prévision à 164.948.037 €.



Recettes fiscales

RAPPEL DES MENACES PENDANTES:

Il convient de rappeler, de nouveau, les menaces pesant sur la Taxe Industrielle Compensatoire, faisant l'objet d'un litige devant les tribunaux:

contentieux en 2 volets:

- pour 2004: + de 300 réclamations en suspens au Tribunal de 1ère Instance;
- de 2005 à 2007: recours devant le Conseil d'Etat: si le règlement est annulé => remboursements à opérer +/- 23 millions € et non-perception en 2007 de 4.626.000 €.

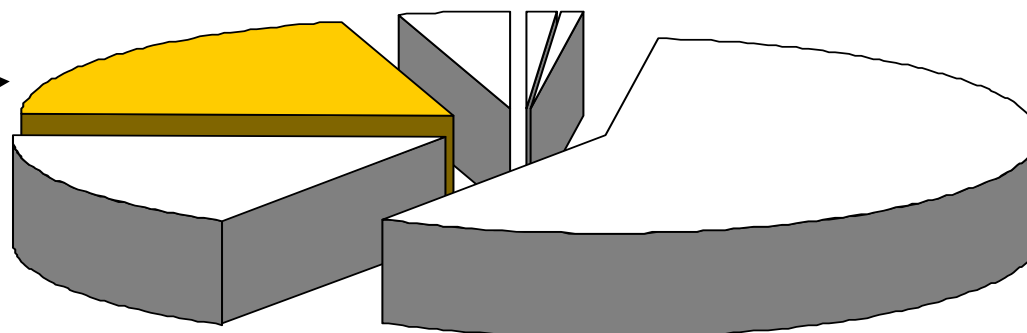


Recettes de transferts

Autres recettes de transferts

68.383.067 €

(20,6%)

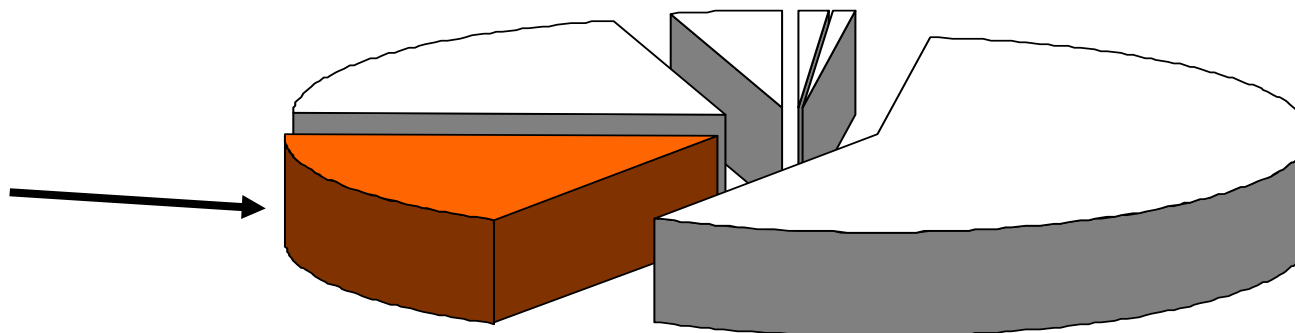


Majoration provenant de:

- régie Imprimerie provinciale: + 149.000 €
- formations: + 230.000 €
- enseignement: + 1.020.000 €
- affaires sociales: + 286.000 €

Fonds des Provinces

Fonds des Provinces
55.083.031
(16,6%)

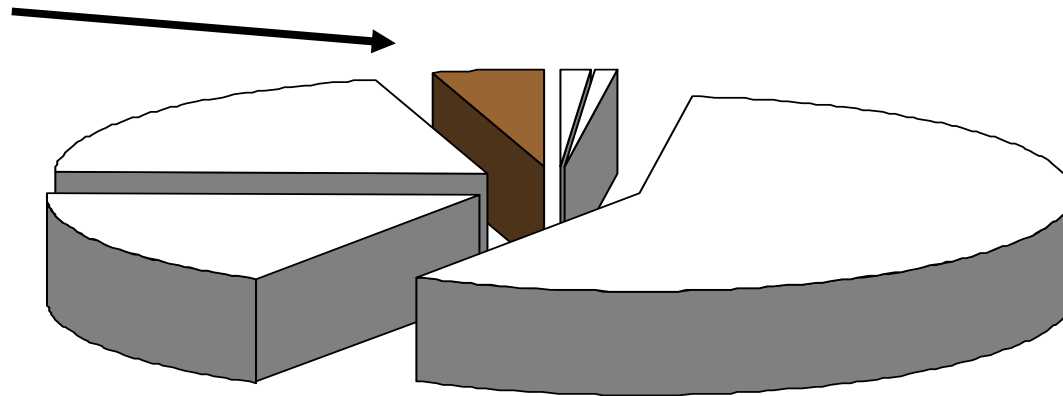


- Augmentation du pourcentage dévolu à la Province de Hainaut qui passe de 39,35% en 2005 à 41,63% en 2007 comme prévu (voir compensations de la Région wallonne);
- Modification de la part relative aux actions de partenariat qui passe de 20 % en 2005 à 12,82% en 2007 suite à la réduction de l'intervention dans les services incendie (qui n'est plus que de 7,82% du Fonds des Provinces au lieu des 15% prévus initialement).



Recettes de prestations

**Recettes de
prestations**
14.051.062 €
(4,2%)



Diminutions:

- IPHB : - 270.000 € (remboursement et nombre d'analyses ESB);
- Locations d'immeubles (Siemens ou Cap Gemini): - 690.000 €

Accroissements:

- Traitement des dossiers de remboursement de rémunérations perçues indûment (après liquidation des arriérés positifs voir MB2) : + 2.790.000 €



LE BUDGET EXTRAORDINAIRE



Programme d'investissements 2007

HAINAUT INGENIERIE TECHNIQUE:

- Routes et cours d'eau : **13.463.501 €**

SERVICES DU RECEVEUR PROVINCIAL:

- Achats de matériel et subsides extraordinaires : **5.620.043 €**

SERVICE TECHNIQUE DES BATIMENTS ET CONSTRUCTIONS:

- Investissements patrimoine (dont le mobilier): **19.869.680 €**
(dont 14.246.700 € à charge de la Province)

PRETS A LA CONSTRUCTION : **2.000.000 €**



Programme d 'investissements 2007

Travaux



HAINAUT INGENIERIE TECHNIQUE

-Routes et abords d 'institutions: 7.026.001 €

Entretien extraordinaire des routes maintenu en suspens en attendant les négociations de reprise au 1er janvier 2007 par la Région wallonne. Les travaux urgents et de sécurité ont été maintenus. En fonction de l 'évolution du dossier, les responsabilités sont assumées.

- Cours d 'eau: 6.437.500 €

Dans ce domaine, de nombreux projets sont en instance, dont la construction de bassins d 'orage ou d 'expansion de crues



Programme d'investissements 2007

Travaux



SERVICE TECHNIQUE DES BATIMENTS ET CONSTRUCTIONS:

- Le programme envisagé représente une économie de 2 millions € par rapport aux demandes.
- Poursuite du programme quinquennal initié il y a 2 ans.
- Acceptation du plan directeur relatif à la Cathédrale de Tournai, fixé après discussions à 70 millions € sur une durée de 14 ans.
 - ➔ 5 millions par an avec une charge provinciale annuelle de 250.000 €



Conclusions et solutions pour équilibrer le budget 2007

- **Malgré les efforts, déficit de l'ordre de 1.750.000 € en fin de préparation**
- L'an dernier, prélèvement sur la réserve ordinaire du même ordre
- Cette année, phénomène exceptionnel: mise en œuvre du traitement des dossiers de remboursement de rémunérations perçues indûment
 - ➔ recette de 2.790.000 €

Cette situation ne dispense pas d'appliquer la résolution prise de renouvellement partiel des agents en cas de départ naturel.

- Intérêts judiciaires liés au litige avec la Communauté française: 4.443.000 € au 1/1/2007: pas inscrits au budget (principal déjà constaté)
 - ➔ en suspens vu la précarité des budgets futurs et les litiges en matière de fiscalité.